

Les jeunes voudraient passer leur permis

« **I**ly a des opportunités d'emplois aidés pour les jeunes filles de moins de vingt-cinq ans, mais il faut que l'on démonte le mythe des emplois réservés aux garçons, du travail à proximité immédiate et de l'embauche facile auxquels bon nombre de jeunes demandeurs croient encore », expliquait jeudi Hassan Mansour, le directeur de la Mission locale du Drouais à la dizaine de jeunes filles présente en mairie de Senonches.

Venues des cantons de Senonches et La Ferté-Vidame, elles ont exprimé leurs difficultés : « Mon patron ne me laisse pas aller passer mon code. Je suis en intérim, mais c'est indispensable. » « Quand on répond à ma demande pour aller passer le code, on me dit que j'ai déjà beaucoup de chance d'avoir un travail, et que je n'ai pas à me plaindre, » confie Myriam, 21 ans, qui navigue, comme la dizaine de jeunes filles présentes, d'emploi précaire en intérim.

Dure réalité

Pour Xavier Nicolas, conseiller général (UMP), et Hassan Mansour, les difficultés des jeunes sont bien cernées : « Beaucoup



Senonches, jeudi. Des jeunes demandeurs d'emploi ont fait part aux responsables de la Mission locale de leurs soucis en matière de mobilité personnelle.

n'imaginent pas pouvoir faire un travail qu'elles pensent réservé aux hommes (bâtiment, cariste, mécanique, transport ou restauration). Le second écueil, c'est la mobilité, car sur cinquante demandeurs, vingt sont incapables de se déplacer. » Aux prises avec des préjugés de sexe, ils n'en oublient pas moins une donnée plus générale : « Les formations suivies ne correspondent majoritairement pas aux réalités de terrain. Nous avons des vendeurs et des secrétaires à ne plus savoir qu'en faire, et évidemment, aucun débouché. » La Mission

locale, pour laquelle Nadine Lorbois tient permanence deux jeudi par mois à Senonches, entend renforcer sa présence sur ces cantons assez rapidement : « Nous suivons particulièrement 85 jeunes filles sur le Drouais, dont six sur le secteur avec déjà des solutions d'embauche ou de contrat d'apprentissage pour 39 d'entre elles. Ces solutions, certes temporaires, ont le mérite de conférer un statut aux jeunes demandeuses d'emploi », confie la responsable locale.

M.P.